

# Le Senat américain livre les données privées des abonnés aux opérateurs

L'une des dernières initiatives de l'administration Obama en faveur des citoyens pourrait disparaître avant d'avoir eu le temps d'être appliquée. La semaine dernière, le Senat américain a voté un projet de [résolution](#) visant à abroger des règles de protection des consommateurs abonnés des opérateurs américains.

Adoptées en octobre 2016 par la Federal Communications Commission (FCC), ces règles obligeaient les fournisseurs d'accès à demander le consentement de leurs clients pour pouvoir exploiter leurs informations de navigation web et autres données personnelles sensibles à des fins commerciales, publicitaires en premier lieu.

## Interdire à la FCC de protéger les utilisateurs

Des mesures qui n'avaient pas reçu un accueil franchement positif de la part des acteurs du secteur. AT&T, Verizon ou encore Comcast ont profité de l'arrivée de Donald Trump pour exprimer leur opposition à la nouvelle réglementation. Le nouveau locataire de la Maison Blanche avait montré une certaine compréhension de leurs préoccupations en nommant Ajit Pai à la tête de la FCC, [un fervent opposant à la neutralité du Net](#) notamment, en janvier dernier.

La résolution d'abrogation proposée par les sénateurs Républicains va même plus loin que la seule possibilité d'exploiter librement les données des utilisateurs de services de télécommunication. Elle intègre une mesure interdisant à la FCC de rétablir à l'avenir des règles visant à protéger les consommateurs.

## L'opposition des défenseurs des libertés civiles

Exploiter commercialement les données des clients est, pour les opérateurs, un moyen d'accroître substantiellement leurs revenus. Qui plus est, ils considèrent également un déséquilibre face aux géants du web comme Google ou Facebook qui ne sont pas soumis à cette obligation de consentement des utilisateurs pour exploiter leurs données personnelles.

Le vote du Sénat ne ravit guère les défenseurs des libertés citoyennes. « *Les règles de la FCC sont nécessaires pour garantir que les grandes entreprises comme AT&T, Comcast et Verizon ne mettent pas leurs profits au-dessus de notre droit de choisir la façon dont nos informations en ligne sont utilisées et partagées* », revendique l'Aclu (American Civil Liberty Union). L'association met en avant les risques d'atteinte à la vie privée, voire un moyen pour le gouvernement d'exploiter ces données pour établir des lois. Mais aussi le fait que la FCC est le dernier rempart aux Etats-Unis contre l'exploitation de données privées en obligeant les entreprises à obtenir le consentement de leurs clients. Enfin, l'Aclu s'inquiète de l'éventualité que la FCC n'ait plus la possibilité, à l'avenir, de pouvoir établir des règles de protection. Autant de raisons pour lesquelles l'organisme de défense des citoyens espère que la Chambre des représentants, devant laquelle le projet de loi doit encore passer, rejettera le texte

avant son entrée en vigueur.

---

### **Lire également**

[Internet of Trump, une menace pour le monde numérique](#)

[Mark Zuckerberg défie la politique isolationniste de Donald Trump](#)

[La Silicon Valley vent debout contre Donald Trump](#)

Photo credit: [Allie Caulfield](#) via [Visualhunt](#) / [CC BY](#)